Elections Législatives - Mars 1993
1re Circonscription du Nord

ALTERNATIVE ROUGE ET VERTE (AREV)

"POUR UNE SOCIÉTÉ SANS EXCLUS"



Michel MERCIER
Travailleur PTT
Militant syndical
Élu municipal
49 ans, marié, 2 enfants

Le 21 mars vous allez voter pour élire votre Député. L'action d'un parlementaire est déterminante. Par le dépôt de projets de loi, leur vote et celui du budget, il engage l'avenir du pays et de la population. Il oriente le type de développement social et économique et la nature des relations internationales. Ce rôle est limité actuellement. Pour qu'il puisse pleinement exercer cette responsabilité, il faut changer la Constitution, rétablir la primauté du rôle de l'Assemblée Nationale.

Pour l'AREV, l'Élu doit être en contact avec la population, participer à ses luttes, exprimer ses décisions et ses revendications et parallèlement rendre compte des activités liées à son mandat. L'élection n'est pas synonyme de délégation de pouvoir.

UNE ALTERNATIVE POUR UN CHANGEMENT AU QUOTIDIEN

L'**Alternative Rouge Et Verte** est née fin 89 de la fusion entre le PSU et la Nouvelle Gauche (Comités Juquin). Elle constate la rupture existant entre la politique menée par les divers Gouvernements depuis 82/83 et le vécu quotidien des travailleurs, des femmes, des jeunes, des immigrés. Ce décalage profond résulte de renoncements en reniements, de l'abandon par le PS de tout projet émancipateur, au profit d'une "saine gestion" du système capitaliste qui se contente d'encadrer les exclusions engendrées.

L'accentuation de la crise économique qui alimente la délinquance, et la dégradation du climat politique permettent à l'extrême droite de développer une campagne raciste et xénophobe. En suscitant des réflexes de peur et en désignant les immigrés comme "boucs émissaires", le FN cherche à masquer son programme anti-social. Sur ce point la Droite développe des thèmes équivalents.



Suppléant :
Pierre-Yves PIRA
Instituteur spécialisé
Militant Association
de Parents d'Élèves
31 ans, marié, 2 enfants

D'AUTRES CHOIX S'IMPOSENT

L'AREV a un projet de transformation de la société : **le Socialisme autogestionnaire.**
Elle travaille à la construction d'une nouvelle force politique à gauche, en rupture avec les partis traditionnels, dont le projet s'articule autour des principes du **Socialisme,** de l'**Écologie** et de l'**Autogestion.**

Une nouvelle donne est nécessaire pour une alternative politique, économique et culturelle, alliant les valeurs et les combats d'émancipation du mouvement ouvrier, du féminisme et la volonté écologiste d'une autre manière de produire et de consommer.

Cette recomposition concerne la gauche critique et les écologistes. Pour la faire progresser l'AREV a décidé de s'engager dans le regroupement "**Solidarité, Écologie, Gauche Alternative (SEGA)**", union constituée au plan national pour les élections législatives de mars 93.

Les modèles de société sont en crise. Nous sommes percutés par des mutations profondes qui peuvent s'avérer riches d'avenir, si nous les maîtrisons collectivement au profit de tous. Avec l'AREV, avec tous ceux qui ne se résignent pas, agissez pour une **véritable alternative sociale et écologique... à gauche... rouge et verte.**

VOTEZ le 21 mars pour le candidat de l'AREV

Michel MERCIER

Vu le candidat

Pour une société sans exclus... des choix politiques précis

SOLIDARITÉ

Près de trois millions de chômeurs officiels... les inégalités s'accroissent. Les fermetures d'entreprises et les licenciements se multiplient au fil des restructurations et du démantèlement des services publics... entraînant exclusion, pauvreté, marginalité, accroissement des sans domicile fixe...

Au développement de la précarité, aux formations sans débouchés, il faut opposer :

- **la réduction du temps de travail à 35 heures avec maintien des bas et moyens salaires** dans la perspective des 30 heures ;
- la création **d'emplois stables** dans l'ensemble des secteurs, dans le domaine social et celui des économies d'énergie. Des services publics d'emplois de proximité.

Il faut assurer **un emploi et un revenu à tous,** seules conditions d'une véritable insertion qui concerne également les générations futures.

Il faut garantir :

- le droit à la **santé** par le maintien du système actuel de protection sociale ;
- le droit au **logement pour tous ;**
- une formation générale et professionnelle qualifiante dans le cadre d'un service public d'éducation rénové.

Cela nécessite l'adoption immédiate d'un **plan de solidarité anti-exclusion.**

Au centre des préoccupations : la vie. Il faut inverser les priorités : l'urgence aujourd'hui ce n'est pas la parité franc-mark, mais l'être humain et l'environnement dans lequel il vit.

ÉCOLOGIE

Il faut prendre les problèmes écologiques là où ils plongent leurs racines : dans la société. L'**écologie sociale** exige un autre type de développement, durable, économe des ressources naturelles, respectant les générations futures, et maîtrisé démocratiquement par l'ensemble des peuples et des individus (refus de l'exploitation du Sud par le Nord et de l'exclusion de couches sociales entières).

Nous proposons donc :

- de favoriser un urbanisme écologique et convivial, en priorité dans les banlieues ;
- de stopper la désertification du milieu rural ;
- d'aménager l'espace rural et urbain axé sur l'harmonie et la complémentarité ville/campagne (la recherche et le développement des activités doivent être pensés en termes d'aménagement du territoire et de solidarité financière entre les communes) ;
- la reconversion des friches industrielles incluant emploi, logement, équipements sociaux et espaces verts ;
- de prioriser les transports collectifs et l'aménagement de pistes cyclables et de favoriser le combiné fer-route.

En matière d'environnement et d'écologie, nos choix vont à l'encontre du programme autoroutier dévastateur, des percées TGV en zone suburbaine, du tout-nucléaire ou encore de l'agriculture intensive.

La lutte contre les pollutions passe :

- par le développement des techniques de lutte contre les nuisances et les pollutions : bruit, qualité de l'eau, techniques de culture, désulfuration des fumées, etc... ;
- par le traitement et la valorisation des déchets ;
- par la sortie progressive du nucléaire en développant les énergies renouvelables.

CITOYENNETÉ

La qualité et le cadre de vie sont des données essentielles pour vivre ensemble.

En lien avec les syndicats, les associations, les collectivités territoriales, il faut **améliorer les conditions de vie en commun des différentes communautés françaises et immigrées, en dotant ces dernières d'une réelle citoyenneté** qui passe par le **droit de vote pour tous les résidents.**

RENDRE LE POUVOIR AUX CITOYENS.

Chacun doit devenir acteur du changement souhaité. Pour cela il faut :

- créer les conditions d'une participation et **d'un réel contrôle des citoyens** (moyens d'existence et temps libre) ;
- étendre la citoyenneté dans les institutions de la vie quotidienne, l'entreprise, l'armée, l'école, etc...

Dans ce cadre le service civil doit être égal à la durée du service national.

POUR UNE MAÎTRISE COLLECTIVE DES MUTATIONS EN COURS

Les mutations en cours — technologiques, géopolitiques, etc... — nécessitent plus que jamais l'émergence de **contre-pouvoirs,** gages d'une réelle démocratie.

Il faut permettre aux citoyens d'intervenir, de décider et de contrôler dans tous les domaines où des décisions importantes sont prises en leur nom : Europe, défense, rapports Nord-Sud...

Dans cette perspective l'AREV propose :

- un système d'élection à la proportionnelle, permettant la représentation des courants et minorités ;
- la possibilité de recourir au référendum local d'initiative populaire.

Cette **citoyenneté, basée sur le droit du sol,** doit prévaloir dans une **Europe** ouverte à l'Est et au Sud, indépendante, sociale et pacifique.

AREV - B.P. 284 - 59019 LILLE CEDEX